



HAUTE TENSION SUR LES PAVÉS ZURICHOIS

LUCAS DUBUIS/UNIA

«Retour à la lueur des bougies à l'ère de la digitalisation?» Venus de toute la Suisse, quelque 400 électriciens ont défilé le 19 mai à Zurich pour exiger des améliorations de leurs conditions de travail alors que leur CCT est en cours de renégociation. Premier succès, la semaine de 44 heures exigée par le patronat a été abandonnée. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Insensé et dangereux!

Sylviane Herranz

Offrir 2 milliards de francs de cadeaux fiscaux aux entreprises, et donner en contrepartie 2 milliards à l'AVS pour assurer son avenir et maintenir l'âge actuel de la retraite des femmes en guise de compensation? Décidément, nos sénateurs et nos élus ont bien des difficultés en matière... Ils sont peut-être de futés politiciens, mais le résultat est tout de même un trou gigantesque dans les finances de l'Etat. Car les 2 milliards promis pour l'AVS ne sortent pas de nulle part. Ils seront pris dans les recettes fiscales actuelles à hauteur de 800 millions, et dans la poche des salariés et du patronat par une hausse des cotisations à l'AVS (1,2 milliard). En résumé, il ne s'agit pas, comme le prétendait fallacieusement la

commission du Conseil des Etats ayant concédé ce compromis, d'offrir un franc à l'AVS pour un franc donné aux entreprises, mais bien d'une addition des charges.

Au total, le trou se montera pour la Confédération, les cantons et les communes à 2,8 milliards, somme à laquelle il faut ajouter les 1,2 milliard prélevés sur les salaires, sans aucune garantie qu'un nouveau plan de réforme de l'AVS, avec une hausse de l'âge de la retraite, ne voie pas le jour.

Ce fameux franc affecté à l'AVS ne fait que grossir le manque à gagner du Projet fiscal 17 (PF17), avec comme conséquence de futures recherches d'économies dans les prestations afin de combler les déficits. Economies qui, on le sait, touchent de plein fouet les retraités, les chômeurs, les jeunes, les familles et plus généralement les aides à la population.

Au-delà des chiffres, ce nouveau «deal» politique est tout simplement indécent et dangereux. Car il lie des thématiques qui n'ont rien à voir et qui doivent être résolues en fonction de leurs propres spécificités. C'est comme si l'on proposait de vous couper un bras pour sauver la jambe de votre voisin, alors que des possibilités existent pour garder les deux... ■

Les syndicats, comme près de 60% de la population, avaient clairement rejeté en février 2017 une réforme de l'imposition des entreprises presque identique à PF17. Pour faire passer la pilule au

jourd'hui, on nous assure qu'avec PF17 on va sauver l'AVS mise à mal par l'arrivée à la retraite des babyboomers. C'est mettre dans la balance un cadeau aux actionnaires contre la garantie constitutionnelle d'un droit à une retraite digne pour l'ensemble des travailleurs et des retraités.

Augmenter des cotisations à l'AVS n'ayant pas bougé depuis 40 ans serait bien sûr une bonne chose. Mais ce n'est pas en la liant à des cadeaux fiscaux que cela permettra de pérenniser cette assurance. Au contraire. Et d'autres revendications syndicales ont été exprimées pour renflouer les caisses de notre assurance sociale: hausse des salaires, égalité salariale entre hommes et femmes, des exigences qui permettraient d'augmenter la part des cotisations afin de payer des rentes dignes à nos aînés. Se lier les mains avec un compromis insensé, c'est aussi se lier les mains lorsqu'il faudra se battre contre des coupures budgétaires dans les soins, les écoles ou ailleurs, et c'est ouvrir à nouveau une dangereuse brèche dans l'unité syndicale, dans laquelle le patronat et la droite bourgeoise ne manqueront pas de s'engouffrer pour faire passer leurs attaques, contre les CCT, les salaires, les conditions de travail et les droits des plus défavorisés. ■

PROFIL



Claudio Bernasconi, anarchiste géomètre.

PAGE 2

RESTAURATION

Des travailleurs d'Eldora témoignent.

PAGE 5

INDUSTRIE

La «Nespresso» à l'œuvre.

PAGE 9

PALESTINE

Plus déterminés que jamais.

PAGE 10

L'ANARCHISTE GÉOMÈTRE

Claudio Bernasconi a été le correcteur de *L'Événement syndical* durant 20 ans. Sa retraite lui offre la liberté de s'adonner entièrement à sa passion, la peinture

Aline Andrey

Claudio Bernasconi vit plusieurs paradoxes. Entre autres, celui d'être peintre et de n'avoir pas le droit de percer des trous dans les murs de son appartement. Ou encore celui d'être Jurassien de cœur, s'étant battu pour l'indépendance du canton, sans pour autant se dire «pro-Jura». «Je rêvais d'un canton révolutionnaire et j'ai été déçu», relève l'anarchiste qui continue pourtant d'aimer sa nature moins cadée qu'en plaine et ses gens chaleureux. «Je trouve que du Pays de Gex jusqu'à Bâle, il existe une même belle identité culturelle dans laquelle je me sens bien.» Depuis son logis stavaicois, au-delà du lac de Neuchâtel, il contemple la chaîne du Jura. «Nous sommes venus à Estavayer-le-Lac pour des raisons professionnelles. Celles de mon épouse. Pour ma part, j'étais père au foyer. Je donnais le biberon à mes deux filles et je les dessinais», se souvient-il, alors que toutes deux sont déjà à l'université.

TYPOGRAPHE JURASSIEN

Son père était italo-suisse, sa mère italienne, «mais la question de l'immigration n'en a jamais été une dans ma famille», raconte celui qui est né quelque-part dans le Jura. «Je n'aime pas trop les précisions», fait remarquer Claudio Bernasconi de qui émane un halo de mystère. Adolescent, le rebelle aux cheveux longs déjà sensible aux injustices passe tout son temps libre au Caneton, espace libertaire de Moutier fondé en 1967 par Pierre Noverraz, ancien journaliste de *L'Événement syndical*. Il y lit Marx et Engels; tracte, avant d'aller à l'école, devant les usines de Tornos, Petermann et Baehler; assiste aux nombreux concerts de jazz et aux conférences données dans ce lieu formateur. Le jeune Claudio rêve d'un autre monde, d'un Jura libre, et de devenir carrossier ou couturier. «Je crois que mes aspirations étaient de l'ordre de la forme. Mon père, ouvrier-horloger, me disait d'apprendre programmeur, un métier d'avenir selon lui. Je suis tombé sur

une place d'apprentissage de compositeur-typographe. Trois ans plus tard, le métier était déjà obsolète.» Reste que le compositeur en herbe se plonge avec passion dans le plomb et l'encre. «C'était un métier fabuleux, car il mêlait conscience pratique et intellectuelle. Je travaillais sur des livres d'artistes, des projets de longue haleine. Un rythme que j'aimais. Mais, après avoir vécu quatre faillites en plus de celle du Syndicat des typographes, je suis parti à Genève étudier les Beaux-arts.» Il a alors 32 ans et dessine depuis toujours.

PEINTRE DE LA COULEUR

Claudio Bernasconi a peint des milliers de toiles sans les exposer (sauf à de rares exceptions) ni les vendre. Il ne se considère d'ailleurs pas comme un artiste, mais comme un étudiant perpétuel. A 62 ans, il continue de questionner la couleur, ses tons, ses liens, sa chromatique, et à se former dans l'atelier bâlois d'une artiste parisienne, Marie-Thérèse Vacossin, dont il est l'assistant. «A 89 ans, elle a une connaissance extraordinaire, j'en suis très loin.»

«Le monde change, il faut trouver de nouvelles formulations. Dans la peinture, je cherche. Je ne sais pas quoi, mais je cherche.»

Claudio Bernasconi s'adonne à la géométrie. «C'est mon caractère horloger, ouvrier. Et puis, quand on sait que l'humain constitue le 0,01% des êtres vivants présents sur la Terre, je me dis qu'il n'y a pas de quoi faire du naturalisme. L'abstraction convient très bien.» Rigoureux, silencieux, perfectionniste, le stakhanoviste a souvent le sourire malicieux. Son sérieux apparent s'accorde avec ses échappées fantaisistes, que ce soit en plongeant dans les cou-

leurs de son atelier ou en laissant de sa pizza un cercle de croûte parfaitement géométrique autour de son assiette. Jamais en manque d'idées, il a lancé une revue d'art dans les années 1970: *Trou*. Puis sa propre maison d'édition Sadrine XXIII^e siècle. «Je faisais des livres à la main. C'est mon côté un peu foldingue...» dit-il. Dont la revue artistique: *Plouff*. Il ouvre aussi un temps une galerie d'art: *Le Cube*.

CHERCHEUR

Homme de l'ombre, il aime travailler seul, de l'aube au crépuscule. Dans son atelier, il crée chaque jour, et corrigeait jusqu'il y a peu les articles de

L'Événement syndical avant leur parution. Vingt ans au service du journal, et quelques années au service de celui de Comedia. Reste que pour Claudio Bernasconi, les syndicats comme les partis politiques, tout comme le monde de la peinture, se doivent de découvrir un nouveau paradigme. «Le monde change, il faut trouver de nouvelles formulations. Dans la peinture, je cherche. Je ne sais pas quoi, mais je cherche. J'ai l'impression d'être dans une spirale sans fin. Connaître la valeur des couleurs, les tons qui changent quand on les juxtapose. J'étais une couleur, je plonge dedans, je suis comme dans un rêve, hors du temps, je reste jeune et

beau...» Il rit Claudio Bernasconi en déballant quelques œuvres minutieusement emballées dans du papier de soie. Certains tableaux ont été mis au grenier avec la mention «Ne pas ouvrir avant 10 ans», pas avant 25 ans pour d'autres. Une intuition que ses œuvres ne sont pas toujours de leurs temps. Au photographe, il propose, avec le sourire, de faire un portrait lointain, sordide, noir tout en précisant: «Je ne suis ni pessimiste ni optimiste, mais grave au sens que les choses ne sont jamais de petite importance. Tout est important, mais on peut rire de tout.» ■



DE BIAIS

Christophe Gallaz

MANGER, TRAVAILLER, SURVIVRE

Les journaux se sont garnis, voici deux ou trois semaines, d'une information qu'il semble un peu léger, voire insultant, d'évoquer dans un hebdomadaire syndical où défilent plutôt les destins de l'humain modeste ou défavorisé. Résumons-la quand même: le cuisinier Stéphane Décotterd, œuvrant au Pont-de-Brent et doublement étoilé par le Guide Michelin, venait d'annoncer sa décision de renoncer à toute marchandise ne provenant pas des régions helvétiques - et si possible romandes.

Cette nouvelle suscita d'étonnantes débats débordant progressivement le périmètre de la mangeaille luxueuse. Résumons d'abord. Pour passablement de commentateurs, la ligne adoptée par Décotterd pourrait lui coûter cher en termes d'image et de cotations, dont on sait le poids auprès du consommateur moyen.

En gros, leur thèse fut la suivante: au niveau de la gastronomie supérieure, le client veut s'émerveiller, et savourer narcissiquement son propre pouvoir d'achat, en satisfaisant son exigence première qui le pousse à privilégier des produits sidérants. Bien sûr, vous pourriez manger un excellent poulet en provenance de Monthey, par exemple; mais vous préférerez celui qu'on pourrait faire venir de la Bresse, parce qu'il vous paraîtra cent fois plus délicat.

Or ce genre de comportement, à mes yeux, c'est le début de l'égarement crétin, pour ne pas dire de la stupidité dévastatrice. Et pas seulement sur la planète gastronomique, entre *happy few*, mais aussi sur la planète dite du travail. Et aussi sur la planète écono-

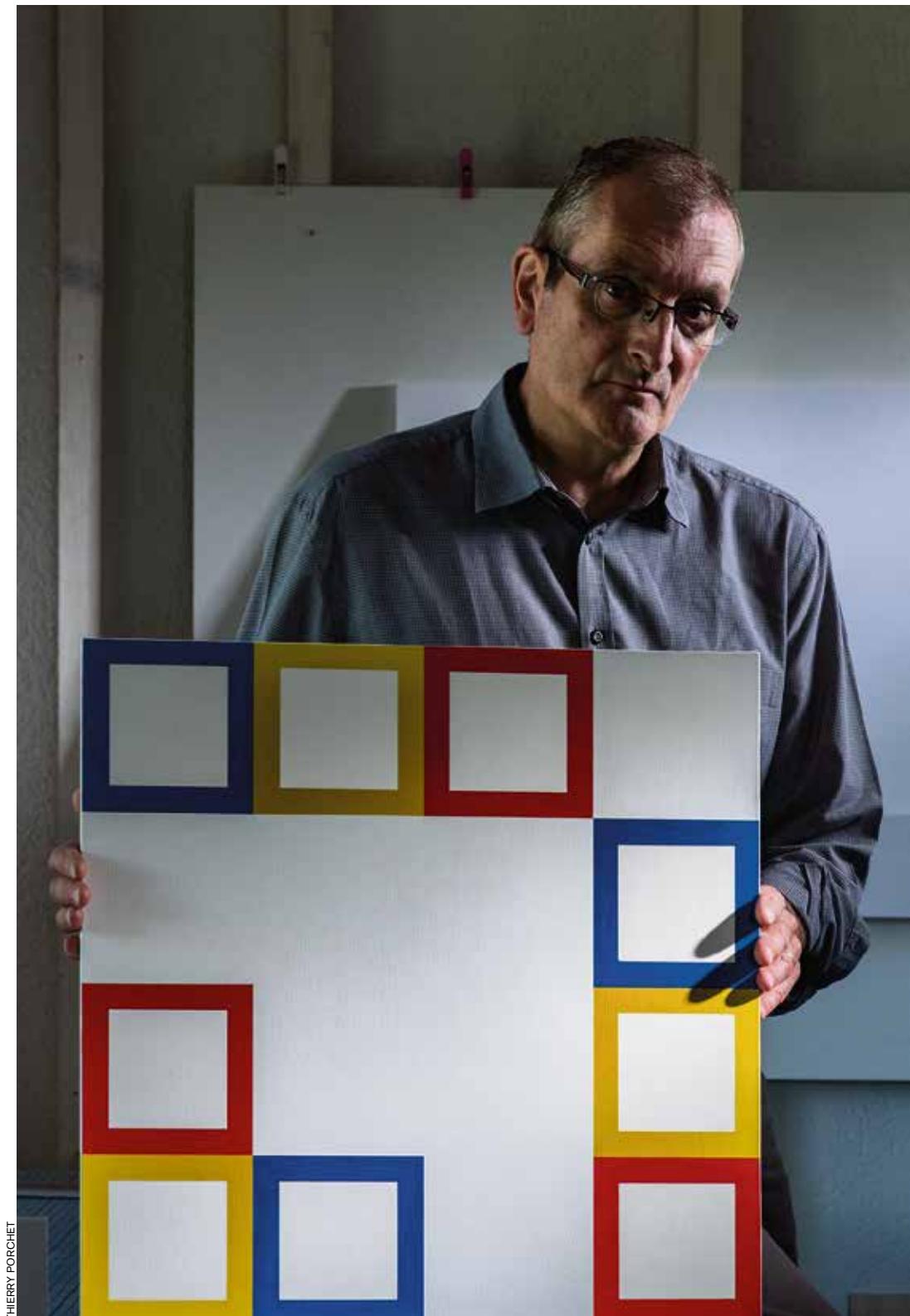
mique où crépient les entreprises industrielles et financières. Et aussi sur la planète tout court, si je puis dire - je veux parler de cette boule bleue servant de cadre fondamental à la vie des êtres que nous sommes, des animaux et des plantes.

Ce qu'exige l'humain par réflexe, en effet, c'est l'obtention, mais sous un autre aspect et sous une autre appellation, des biens et des satisfactions dont il jouit déjà. De telle sorte que ces biens et ces satisfactions lui coûtent davantage et lui permettent de déterminer, à partir de cette cherché, le commencement tant désiré d'une ségrégation sociale et financière. Et pourquoi lui faut-il instaurer cette ségrégation sociale et financière? Parce qu'elle le rassure quant à son statut personnel au milieu de ses congénères.

En écrivant ces lignes à propos du maître queux Stéphane Décotterd revenant au «local», je ne vante pas le terroir si souvent et pesamment glorifié comme tel, bien sûr, à la manière d'un hymne à la patrie refermée sur elle-même. Je pense plus profondé-

ment qu'il est plus juste et plus ambitieux d'exalter, quand on est aux casseaux comme quand on est citoyen, le détail du monde qu'est notre espace géographique et climatique. Et qu'il est plus juste et plus ambitieux de l'exalter au plus haut de ses possibilités sur les plans de la nourriture, de la culture ou du travail. Ce qui frappe d'ailleurs, sur ce dernier point, dans certaines critiques adressées l'autre semaine à Stéphane Décotterd, ou dans certaines prédictions négatives, c'est ceci: leurs auteurs n'ont pas perçu cet homme comme un ouvrier porteur de compétences, mais comme un prestataire fournisseur d'un produit rare autant qu'exclusif. Ne l'ont pas pensé comme un professionnel capable de muer un poulet montheyen en une réussite culinaire valant celle d'un poulet bressan, par exemple. Ne se sont pas mis en situation de saluer un savoir-faire qui soit indépendant des certificats d'origine prestigieuse et des appellations contrôlées.

C'est en quoi le microcosme des gourmets me semble un peu pathétique



Claudio Bernasconi, homme de l'ombre.

THIERRY PORCHET

MANIFESTATION HISTORIQUE DES ÉLECTROS



Environ 400 électriens de toute la Suisse ont fait le déplacement à Zurich pour protester devant le siège de l'association patronale et remettre une pétition ayant recueilli, en peu de temps, la signature de près d'un travailleur sur quatre dans la branche.

Venus de toute la Suisse, quelque 400 travailleurs de l'installation électrique ont défilé le 19 mai à Zurich

Jérôme Béguin
Photos Lucas Dubuis/Unia

A l'appel d'Unia et de Syna, quelque 400 électriens venus de toute la Suisse ont manifesté le samedi 19 mai à Zurich. «Cette mobilisation inédite est à la hauteur des attentes de la profession. Mais pour un week-end prolongé, c'est tout de même un grand succès, résultat du travail conséquent mené dans les régions», juge Aldo Ferrari, vice-président d'Unia et responsable des arts et métiers. «De mémoire de militant, c'est la première fois que des électros convergent de toute la Suisse. C'est une vraie réussite», confirme Pablo Guarino, secrétaire syndical d'Unia Vaud, qui a accompagné une délégation cantonale forte d'une trentaine d'électriens. Après s'être rassemblés à la gare de Zurich, les manifestants ont défilé jusqu'au siège de l'Union suisse des installateurs-électriciens (USIE) pour déposer une pétition munie de 4474 signatures demandant des améliorations substantielles de leurs conditions de travail et d'embauche dans le cadre du renouvellement de la Convention collective de travail (CCT) de l'installation électrique et de l'installation de télécommunication. De force obligatoire, cette CCT, qui arrive à échéance à la fin de l'année, couvre les métiers de monteur-électricien, électricien de montage et télématicien. Se-

lon les chiffres de 2016, environ 2200 entreprises employant quelque 18 000 travailleurs y sont assujetties. Les manifestants étaient attendus par Michael Tschirky, président de l'USIE, Thomas Emch, chef de la représentation patronale aux négociations pour le renouvellement de la CCT, et Simon Hämerli, directeur de l'USIE, qui ont ouvert leur porte pour discuter durant une demi-heure avec une délégation syndicale. «Les patrons ont eu le courage de venir à notre rencontre», reconnaît le vice-président d'Unia.

SEMAINE DE 44 HEURES ABANDONNÉE

Quelques jours avant cette manifestation, la partie patronale avait renoncé à son projet de faire passer la semaine de travail de 40 à 44 heures. Une décision prise sans doute face à l'ampleur de la mobilisation annoncée. «Dans un délai court, un travailleur sur quatre a signé cette pétition, souligne Aldo Ferrari. Cette première victoire encourageante montre que la mobilisation paie.» Pour le vice-président d'Unia, les employeurs

semblent être revenus à de meilleurs sentiments: «Cette profession a fondamentalement besoin d'une revalorisation des salaires et je crois qu'ils l'ont compris.» L'électricité est en effet réputée être le parent pauvre de la construction. Le salaire minimum d'entrée pour un électricien de montage diplômé n'est que de 4050 francs mensuels, alors que la formation dans cette branche est considérée comme étant la plus exigeante des métiers de la construction. Conséquence, «nombre d'apprentis formés partent au bout de quelques années, c'est une véritable hémorragie qui pèse sur la branche», relève Pablo Guarino. Une revalorisation générale des salaires est donc la première revendication des électriens dans ces négociations conventionnelles. Ils réclament aussi des jours de formation continue supplémentaires pour s'adapter au virage numérique, ainsi que de bénéficier d'une retraite anticipée à l'instar de leurs collègues maçons, plâtriers et peintres. La prochaine séance de négociations aura lieu le 19 juin. ■



Les représentants patronaux sont venus accueillir les manifestants. Ici, au côté d'Aldo Ferrari (à g.), Thomas Emch, chef de la délégation patronale aux négociations (au centre) et Michael Tschirky, président de l'USIE (à dr.).

Salaires suisses sous la loupe

L'Enquête suisse sur le niveau des salaires affiche une légère hausse moyenne des revenus en deux ans, mais la situation est diverse selon les branches et ne reflète que partiellement la réalité, estime Unia

Sylviane Herranz

Entre 2014 et 2016, les salaires médians ont progressé d'environ 1,2%. C'est ce qui ressort de l'Enquête suisse sur le niveau des salaires 2016 (ESS) publiée le 14 mai par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Une enquête affichant des disparités toujours importantes. Selon l'OFS, le salaire médian en 2016

et services d'information (8900 francs), services financiers (9742 francs), industrie pharmaceutique (9835 francs). Les salaires les plus bas se trouvent notamment dans l'industrie textile et de l'habillement (5208 francs) le commerce de détail (4798 francs), l'hôtellerie-restauration (4337 francs) et les services personnels (4076 francs). Même si la part des bas revenus diminue légèrement (de 11,4% en 2008 à 10,2% en 2016), elle occupe encore près de 474 000 personnes. Ces dernières touchent moins de 4335 francs par mois, et 66,4% sont des femmes. Au chapitre de l'égalité salariale, l'écart entre hommes et femmes a baissé de 0,5% entre 2014 et 2016. Dans le privé, les femmes touchent 14,6% de moins que les hommes alors que dans le public, la différence est de 12,5%. L'écart est plus marqué dans les postes à haute responsabilité: pour un poste à compétences égales, une femme gagne 8861 francs alors qu'un homme touche 10 878 francs, soit une différence de 18,5%.

La répartition des emplois entre hauts et bas salaires est également frappée d'une grande inégalité: 60% des postes avec une rémunération de moins de 4500 francs sont occupés par des femmes alors que ces dernières n'occupent que 16,7% des emplois avec un salaire supérieur à 16 000 francs. Autre élément relevé par l'enquête, les revenus des personnes de nationalité suisse sont globalement supé-

rieurs à celles de nationalité étrangère (6808 francs en moyenne contre 5893 francs). Cependant, pour les postes à hautes responsabilités, les personnes de nationalité étrangère gagnent plus que les Suisses: 12 247 francs contre 10 136 francs. Pour les postes sans responsabilité hiérarchique, la situation est inversée avec 6190 francs pour un travailleur suisse, 5694 francs pour un frontalier et 5161 francs pour un salarié avec autorisation de séjour.

CONSTRUCTION ET ÉGALITÉ À LA PEINE

Pour Unia, la progression globale des salaires est positive, mais ne saurait cacher leur faible progression dans le commerce de détail (0,8%), leur stagnation dans l'industrie alimentaire, la construction des machines et l'hôtellerie-restauration, et leur baisse dans le bâtiment et le génie civil (respectivement de 0,9% et de 1,4%). «Faute de toucher une augmentation de salaire, il n'y a guère que la pression et le rythme de travail qui ont augmenté pour les ouvriers de la construction», s'est indigné Unia dans un communiqué. Nico Lutz, responsable du secteur au syndicat, a rappelé que cette situation est le produit de la politique erronée de la Société suisse des entrepreneurs refusant toute hausse générale des salaires ces quatre dernières années. Face à la conjoncture et à la pénurie de personnel qualifié dans la branche, Unia exige une augmentation de 150 francs par mois.

Membre du comité directeur d'Unia, Corinne Schärer juge quant à elle inacceptable la progression à la vitesse d'un escargot de l'égalité entre hommes et femmes. «Il faut des contrôles des salaires systématiques et obligatoires ainsi que des sanctions élevées pour les entreprises qui ne respectent pas la loi», a-t-elle déclaré, alors que le Conseil des Etats devait discuter hier, mardi 29 mai, de la révision de la Loi sur l'égalité.

PLUS DE 50% DES SALARIÉS GAGNENT MOINS DE 5000 FRANCS

Unia a encore rappelé que le salaire médian de 6502 francs est calculé par l'OFS sur une extrapolation des revenus des employés à temps partiel (37%) et qu'il est donc surestimé par rapport aux rémunérations effectivement touchées: «Cela signifie que plus de 50% de tous les employés en Suisse reçoivent toujours moins de 5000 francs par mois. Pour les femmes, cette part est même de 70%.» D'où l'exigence d'Unia de davantage de CCT avec des salaires garantissant une répartition équitable des revenus. ■

CONGRÈS 2018 DE L'USS



Délai pour le dépôt des propositions

Le Comité de l'Union syndicale suisse (USS) a décidé d'organiser son Congrès ordinaire les **30 novembre et 1^{er} décembre 2018 à Berne**.

Les propositions destinées à être traitées lors du Congrès devront, selon l'article 8 alinéa 3 des statuts de l'USS, parvenir au Secrétariat de l'USS à l'intention du Comité **3 mois à l'avance**. Le Comité de l'USS a décidé que le délai pour le dépôt des propositions sera avancé au **15 août 2018**. Cependant, le **30 août 2018** reste formellement le délai ultime pour le dépôt des propositions destinées au Congrès.

Outre le Comité de l'USS et l'Assemblée des délégué(e)s de l'USS, les fédérations affiliées et associées à l'USS, les unions syndicales cantonales ainsi que les commissions statutaires de l'USS : Commission féminine, Commission de jeunesse, Commission des retraité(e)s, Commission des migrations et Commission des lesbiennes, gays, bisexuel(l)e)s, transgenres (LGBT), sont habilitées à faire des propositions.

Cette publication a valeur de convocation officielle au Congrès, selon l'article 7 alinéa 2 des statuts de l'USS.

POUR VOTRE PUBLICITÉ, PENSEZ À L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

Tirage hebdomadaire de plus de 60000 exemplaires
Distribution dans tous les cantons romands

Pour tous renseignements:
pub@evenement.ch

**Vous travaillez dans l'hôtellerie-
restauration ou le nettoyage
et aimeriez vous former ?**

Progredir – une formation pour personnes migrantes:

- Vous travaillez dans le canton de Neuchâtel ?
- Vous disposez de plusieurs années d'expérience professionnelle dans l'hôtellerie-restauration ou le nettoyage ?
- Vous aimeriez améliorer votre français et approfondir vos connaissances ?

Désirez-vous plus d'information ?
Venez à notre séance d'information.

Samedi 30 juin à 10h30

Unia Neuchâtel, 2e étage, Av. de la Gare 3, 2000 Neuchâtel

Inscription et Informations supplémentaires:
Unia Neuchâtel, Isabel Amlán, T 079 388 39 48,
isabel.amlan@unia.ch, www.progredir.ch

PROGREDIR

UNIA

Unia est le premier syndicat de Suisse. En tant qu'organisation dynamique et efficace comptant près de 200'000 membres, nous représentons les intérêts des travailleuses et travailleurs et luttons pour des conditions de travail et des prestations équitables. Là où il n'y a pas encore de représentation syndicale, Unia œuvre à sa mise sur pied en défendant des valeurs de respect.



Le Syndicat.

En vue du prochain départ de l'actuel secrétaire régional, nous cherchons pour la région Transjurane (Jura et Jura Bernois) un ou une

secrétaire régional-e (80-100%)

Votre poste

En tant que responsable de la Direction, une activité stimulante vous attend: avec une équipe dynamique, vous développez une politique et un mouvement syndical fort et influent dans différentes branches. Pour ce faire, vous organisez diverses mobilisations et actions, vous vous investissez dans la politique conventionnelle et sociale de la région. Vous menez et organisez la mise en œuvre de campagnes syndicales et orientez votre travail selon la stratégie nationale d'Unia. En outre, vous représentez le syndicat auprès des milieux politiques et économiques locaux et êtes garant-e des relations publiques tout comme de la communication. Vous êtes également le ou la responsable directe d'une équipe pluridisciplinaire et représentez la région Transjurane au sein des différents organes d'Unia.

Votre profil

Vous souhaitez faire évoluer la société et êtes engagé-e sur les questions syndicales et sociales. Doté-e de compétences pour l'organisation de campagnes et pour la gestion de projets, vous avez une première expérience dans un syndicat ou une ONG. Votre parcours atteste en outre d'une importante expérience en conduite du personnel. Très bon orateur ou très bonne oratrice, vous communiquez avec aisance et savez convaincre. Doué-e en négociation et de nature persévérente, votre méthode de travail est structurée et axée sur les objectifs. Grâce à votre esprit d'initiative et à votre charisme, vous êtes capable de fédérer un groupe et de le mener au but. Les outils informatiques de la palette MS-Office n'ont pas de secret pour vous, vous maîtrisez parfaitement le français ainsi qu'une deuxième langue nationale et disposez d'un permis de conduire.

Notre offre

Unia vous propose un travail riche de sens, intéressant et varié ainsi que des prestations sociales progressistes au sein d'une organisation à but non lucratif. Si vous vous intéressez à la politique syndicale et souhaitez intégrer une équipe dynamique, active dans une des régions les plus importantes en Suisse, n'hésitez pas à nous faire parvenir votre candidature. Nous nous réjouissons de vous lire et vous remercions d'adresser un dossier complet d'ici au **15 juin 2018** à:

bewerbung.be@unia.ch

Le lieu de travail principal est Delémont.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à contacter Monsieur Philipp Arnold, responsable du personnel, au 031 350 22 32.

L'ARPIP (Association des Représentants du Personnel dans les Institutions de Prévoyance) forme, depuis sa création en 1988, les délégué-e-s au sein des fondations des caisses de pension. Depuis lors, nous notons la participation de 284 personnes, dont 216 ont suivi suffisamment de journées de formation pour être au bénéfice de notre attestation.

CYCLE ARPIP 2018 / 2019

organisé par MOVENDO

Généralités

Ce cycle s'adresse principalement aux représentant-e-s des salariés dans les caisses de pension, en place ou en voie de l'être, mais également aux permanents syndicaux/cales ainsi qu'aux personnes concernées par les problèmes de la prévoyance professionnelle. Il a pour but de leur permettre d'assumer au mieux leurs fonctions. Lors de chaque journée, un thème relatif à la prévoyance professionnelle est développé, permettant de riches échanges entre les participant-e-s. Une attestation est délivrée en fin de cycle.

Frais

- Les représentant-e-s des salarié-e-s dans un conseil de fondation et leurs suppléant-e-s peuvent prétendre à la prise en charge des frais de séminaire par leur caisse (art. 51 LPP).
- Pour les membres des fédérations de l'USS affiliées à Movendo, certaines journées peuvent être prises en charge par leur fédération, selon leur règlement interne.
- Les membres individuels ARPIP bénéficient du tarif préférentiel (frais de cours : CHF 250.-/jour).

Toutes les journées de formation auront lieu à Lausanne, hôtel Aulac

Programme:

Jeudi 20 septembre 2018

Introduction au cycle – Présentation de l'ARPIP - La gestion paritaire

Intervenants : Aldo Ferrari (Unia, Président ARPIP), Eric Maugué (Avocat spécialisé en LPP)

Jeudi 4 octobre 2018

Les institutions de Prévoyance

Intervenant : Aldo Ferrari (Unia, Président ARPIP)

Jeudi 8 novembre 2018

Lecture des comptes d'une caisse de pension 1^{re} partie

Intervenant : Didier Vogt (Économiste)

Jeudi 29 novembre 2018

Lecture des comptes d'une caisse de pension 2^{re} partie

Intervenant : Didier Vogt (Économiste)

Suite du cycle en 2019

Jeudi 14 février 2019 : Expertise actuarielle d'une institution de prévoyance

Jeudi 21 mars 2019 : Contrôle et surveillance

Mercredi 10 avril 2019 : L'allocation stratégique de placement

Jeudi 23 mai 2019 : Politique de placements en capitaux – Exercice des droits de vote des actionnaires

Jeudi 27 juin 2019 : Processus de liquidations, partielles ou totales, des caisses de pension

Inscriptions

- Il est conseillé de suivre l'ensemble des modules du cycle.
- Si vous estimatez n'avoir besoin que de certains contenus, vous avez la possibilité de vous inscrire uniquement aux modules qui vous intéressent.
- Veuillez mentionner sur votre bulletin d'inscription si vous désirez suivre l'entier du cycle en 2018/2019 ou simplement quelques-uns des modules. Indiquez également l'adresse complète de la caisse de pension à laquelle la facture doit être adressée.

www.arpip.ch ou www.movendo.ch, tél 021 310 48 71, claude-alain.frund@movendo.ch



Le Syndicat.

VOUS VOUS INTÉRESEZ
à l'actualité du monde du travail ?

VOUS ÊTES SENSIBLES aux enjeux sociaux, politiques et économiques qui lui sont liés ?

VOUS SOUHAITEZ une information à l'échelle romande, nationale et internationale ?

ABONNEZ-VOUS À

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

Grâce à une parution hebdomadaire, *L'Événement syndical* suit de près l'évolution du monde du travail. Socialement engagé, il aborde les thèmes essentiels liés aux enjeux professionnels et économiques actuels, tels que les questions de santé et de pénibilité au travail, les grands mouvements de l'économie et leurs conséquences pour les salariés, ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Il se fait aussi l'écho des luttes syndicales dans notre pays et à l'échelle internationale et propose un éclairage différent sur l'actualité.

- Je souscris un abonnement standard à *L'Événement syndical* (60 fr. par an)
- Je souscris un abonnement de soutien à *L'Événement syndical* (100 fr. par an)
- Je souhaite bénéficier de votre offre d'essai et recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois

Nom, prénom, adresse

Coupon à retourner à
L'Événement syndical
place de la Riponne 4
1005 Lausanne

forum@evenement.ch

Tél. 021 321 14 60



MOVENDO

L'Institut de formation des syndicats

WWW.
EVENEMENT.CH

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4

1005 Lausanne

Tél. 021 321 14 60

Fax 021 321 14 64

redaction@evenement.ch

www.evenement.ch

ÉDITEUR *L'Événement syndical*
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE Sonya Mermoud

ADMINISTRATRICE Nicky Breitenstein

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS
Evelyne Brun, Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, Freddy Landry, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald, Daniel Süri

PHOTOGRAPHES

Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS

39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-

Abonnement de soutien Fr. 100.-

forum@evenement.ch

Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "lots graphiques"

Catherine Gavin

IMPRESSION

Centre d'impression Tamedia SA

Tirage contrôlé 60371 exemplaires

CONTRE LE BRADAGE DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES TAXIS

Le municipal en charge du Service cantonal des taxis a été sifflé le 18 mai par une centaine de chauffeurs de taxis lausannois

Aline Andrey

«**H**ildebrade pas nos taxis!» «Uber est illégal, pour les taxis il est fatal!» Pancartes à la main, sifflet à la bouche et boules Quies dans les oreilles, une centaine de chauffeurs de taxi ont fait du bruit vendredi 18 mai devant le bureau virtuel du conseiller municipal Pierre-Antoine Hildbrand.

«Il doit reconnaître qu'il s'est trompé et revenir en arrière. Tout ce qu'on demande c'est qu'il respecte la loi», lance Milorad, chauffeur à Taxi Service. A ses côtés une centaine de collègues du même service ou de Taxi Phone. «On nous dit de consommer local, pourquoi consommer américain?» ajoute-

t-il en revenant sur les exceptions accordées à Uber.

C'est l'assouplissement du règlement décidé par le Service intercommunal des taxis (SIT) dirigé par le municipal Pierre-Antoine Hildbrand ainsi que l'acceptation d'Uber comme centrale d'appels (alors que son siège se trouve aux Pays-Bas) qui a mis le feu aux poudres. «On ne peut pas avoir deux règlements pour un même métier», insiste Milorad. Entre les coups de sifflet, l'un des chauffeurs, Sila, relève: «Ça me fait plaisir qu'on soit si nombreux. Nous avons retrouvé l'unité. Dès que la loi est bafouée, ça crée la pagaille. Nous n'interdisons pas la concurrence, mais le "deux poids deux mesures"! Nous manifestons notre colère pour le res-



Après la manifestation des chauffeurs de taxi lausannois à la Riponne début mai, la mobilisation gonfle. Ils étaient près d'une centaine dix jours plus tard à siffler sous les fenêtres du municipal Hildbrand.

pect de la loi.» «A mort Uber! C'est illégal! Ils massacent notre travail!» crie un autre entre les sifflements stridents.

DES RISQUES POUR LA POPULATION

Bensir, chauffeur, ajoute: «Je demande à la Municipalité d'être à la hauteur, au service des citoyens et non des multinationales!» Le secrétaire régional

d'Unia Vaud, Yves Defferrard, note les risques encourus par la population si les chauffeurs ne sont pas assez formés. Un autre chauffeur, Dellel, questionne en aparté: «Un collègue s'est vu retiré le permis professionnel à la suite du check-up obligatoire, car il avait un risque d'infarctus. Qu'en est-il des chauffeurs Uber?» Et de s'indi-

gner: «Si je veux vendre deux cageots de patates au Flon, il me faut une autorisation! Donc Uber bénéficie d'un passe-droit!»

Si Pierre-Antoine Hildbrand n'a pas réagi lors de la manifestation, deux réunions ont toutefois été agendées entre le municipal, Unia et le comité des chauffeurs de taxi. ■

«Il nous rabaisait constamment»

Quatre des cinq employés d'un restaurant collectif du Nord vaudois, géré par le groupe Eldora, ont été mis à la porte. Face à un mur, Unia a décidé de s'en remettre à la justice

Manon Todesco

A Ballaigues (VD), l'équipe du restaurant du personnel de l'entreprise Dentsply Sirona était en place depuis des années. Jusqu'ici, d'après les collaborateurs, employés par le groupe Eldora, l'ambiance était au beau fixe. Certes, il pouvait y avoir des petits moments de tension à l'heure des coups de feu, mais rien de comparable à ce qui les attend à partir de juillet 2017, lorsque leur nouveau responsable de restaurant prend ses fonctions. Un homme décrit comme «impulsif, manipulateur et grossier», «malpoli avec ses collègues et les clients» et de «mauvaise foi». Après avoir poussé à bout l'ensemble de l'équipe, quatre employés sur cinq sont licenciés en début d'année. Soutenus par Unia, les employés évoquent les faux prétextes (lire les témoignages ci-dessous). De son côté, le groupe Eldora fait la sourde oreille. «Cela fait plus d'un mois que nous essayons d'entrer en contact avec eux, rapporte Sandrine Maeder, secrétaire syndicale à Unia. Nos derniers courriers sont restés lettre morte et l'employeur n'a jamais répondu sur les agissements du chef en question, qui lui est toujours en place. Il ne nous laisse pas d'autre choix que d'aller au tribunal.» Effectivement, Unia se tient prêt à lancer des procédures individuelles au Tribunal des prud'hommes pour licenciement abusif, sans oublier le mobbing subi pendant plusieurs mois de façon répétée. «La situation est assez incompréhensible, relève la syndicaliste. Nous sommes



C'est à la cantine Eldora, située sur le site de la société Dentsply à Ballaigues, que les faits rapportés par les salariés se sont déroulés.

face à une grosse entreprise de plus de 1900 employés, Eldora, dotée d'un service de santé, qui n'a pourtant pas su gérer ce problème interne. Et aujourd'hui, c'est à la collectivité publique, à travers l'assurance maladie, de payer les pots cassés.» Officiellement, les travailleurs concernés, aujourd'hui en arrêt maladie, sont dans l'obligation d'effectuer les deux mois de leur délai de congé. «Ils sont encore beaucoup trop fragiles pour retourner travailler», assure Sandrine Maeder. ■

SYLVIE* «J'ai travaillé en tant que cuisinière pour Eldora pendant 25 ans, dont 10 dans ce restaurant d'entreprise à Ballaigues. Tout se passait bien, jusqu'à l'arrivée de notre nouveau responsable de restaurant l'été dernier. Tout de suite, nous avons eu le sentiment qu'il voulait se débarrasser de nous. Il nous critiquait et nous rabaisait constamment, nous traitait d'incapables, de profiteurs, de menteurs. Il mettait la pression à toute l'équipe. Je me suis plainte aux RH, rien ne s'est passé. J'ai ensuite écrit à la direction: ils n'ont jamais répondu à mes lettres et n'ont jamais pris la peine de me recevoir. J'ai été arrêtée par mon médecin en janvier, et j'ai repris fin février. Trois semaines plus tard, j'étais convoquée et licenciée. Ils m'ont dit qu'ils étaient contents de moi mais qu'ils restructuring et qu'il n'y avait pas de poste pour moi. Entre-temps, mon poste et celui de mes collègues ont été repourvus. J'étais la dernière sur la liste, du coup je m'y attendais un peu, même si j'espérais passer entre les gouttes. Au début je me suis sentie soulagée, mais aujourd'hui je suis déçue de la façon dont cela s'est terminé et du comportement d'Eldora. A peine avais-je entamé mes deux derniers mois de travail que mon chef recommandait à me mobber, à me dire qu'il ne voulait plus me voir. Travailler dans ces conditions n'était plus possible, ils sont allés trop loin dans les mots, notamment en disant que mes capacités étaient "limitées" après 25 ans de bons et loyaux services. Du coup je me suis de nouveau retrouvée en arrêt maladie. Aujourd'hui, je suis perdue, je n'ai plus confiance en moi et je me pose beaucoup de questions sur mon avenir.» ■

TÉMOIGNAGES

*Prénoms d'emprunt

THIERRY* «J'étais second de cuisine depuis sept ans sur le site. Quelques jours à peine après l'arrivée de notre nouveau responsable, il s'est approché à quelques centimètres de mon visage et m'a hurlé dessus en me menaçant. Et depuis ce jour, les choses n'ont cessé de se dégrader. Dès le matin, c'était des insultes, des reproches, des cris et des mensonges. Cela a duré plus de six mois, durant lesquels j'ai noté tout ce qui se passait dans un carnet. A chaque fois que nous avons essayé de faire remonter ces informations et de trouver des solutions, il n'y a jamais eu de réaction. Rien n'a jamais bougé. Début 2018, j'ai reçu un avertissement: on me reprochait d'être trop familier avec la clientèle, et on me donnait 30 jours pour rectifier le tir. Déjà, je n'ai jamais été familier avec les clients, simplement poli. Ensuite, on ne m'a pas laissé le temps de m'améliorer puisque j'ai été licencié avant la fin des 30 jours. Je suis tombé des nues, je ne m'attendais pas à cela. Ils m'ont déplacé dans un autre établissement pour travailler durant le délai de licenciement, mais arrivé là-bas, toute la pression encaissée depuis des mois est ressortie et j'ai fait un burn-out. Ça a lâché. Aujourd'hui, je me sens incapable de retravailler, je suis encore sous le choc.» ■

POING LEVÉ

DÉLIT DE SOLIDARITÉ

Par Manon Todesco

Demain, jeudi 31 mai, se tiendra le procès des «trois de Briançon» à Gap, en France. Les deux Genevois Théo et Bastien et l'Italienne Eleonora sont poursuivis pour «aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire national et en bande organisée». Un délit possible de 10 ans de prison et 750 000 euros d'amende. Les faits remontent au 24 avril: les trois jeunes participant, aux côtés de 160 autres personnes, à une marche solidaire à la frontière franco-italienne. La manif permet l'entrée en France de quelques dizaines de migrants, bloqués à la frontière. D'abord placés en détention provisoire à Marseille, ils ont été remis en liberté, puis assignés à résidence en France voisine. Une semaine avant leur procès, Théo, 24 ans, et Bastien, 26 ans, ont décidé de briser le silence. Lors d'une conférence de presse, ils ont dénoncé la diabolisation de la solidarité mais ont aussi réaffirmé leur détermination. Leur séjour en prison n'aura pas eu raison d'eux, au contraire, il n'a fait que renforcer leurs convictions et leur envie de se battre. «Cette répression qui vise à stopper la solidarité par la peur d'être poursuivi est une honte, ont lancé les deux activistes. Nous ne pouvons accepter de grandir dans un monde où l'on est criminalisé pour avoir montré de la compassion envers d'autres êtres humains.»

Résolus, les défenseurs de Bastien et Théo demanderont demain l'abandon pur et simple des charges retenues contre eux. «Nous avons été enfermés, car nous avons été pris comme boucs émissaires, s'est indigné Théo. Il fallait enfermer des gens et c'est tombé sur nous de façon arbitraire.» Pour eux, il s'agit d'un procès politique. «Il y a une volonté de punir une jeunesse humaine et solidaire.» Les jeunes, épaulés par trois comités de soutien, pointent également une inégalité de traitement. Alors que le groupuscule d'extrême droite Génération Identitaire, qui se vante de traquer des migrants à la frontière, n'a jamais été inquiété par les autorités, ce sont ceux qui tendent la main aux plus faibles qui doivent répondre devant la justice. ■

Cette répression et cet acharnement ont un objectif clair: donner l'exemple afin de décourager les autres actions de ce genre. De même, la médiatisation et la personnalisation de cette affaire, focalisée sur «les trois de Briançon», ont pour but de faire oublier le vrai problème, à savoir la question des migrants en Europe. Si Théo et Bastien admettent que leurs vies ont été prises en otage, ils sont conscients que ce n'est rien par rapport à ce que vivent les personnes en exil. Un désastre qu'ils mettent sur le compte du capitalisme et de ses ravages qui sévissent depuis des décennies. Une catastrophe créée de toutes pièces par l'Occident que ce dernier refuse aujourd'hui d'assumer. Théo et Bastien en sont arrivés là aujourd'hui, car ils refusent le sort qui est réservé aux réfugiés, ils refusent que des gens perdent la vie alors qu'ils tentaient d'en obtenir une meilleure. Leur porter secours est une évidence, un élan qui vient du cœur, des tripes. Et quoi qu'il se passe demain à Gap, Théo et Bastien en sont convaincus: «La lutte continue!» ■

DES MILITANTS TROTSKYSTES SE METTENT À NU

Dans le livre *1968... des années d'espoirs*, Jacqueline Heinen et 110 autres anciens membres de la Ligue marxiste révolutionnaire témoignent de leurs années de militance

Aline Andrey

C'est avec une grande sincérité qu'une centaine d'anciens militants de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR) témoignent de leur parcours, de leurs espoirs, de leur engagement, de leurs erreurs aussi dans le livre *1968... des années d'espoirs*. Autant de témoignages dont Jacqueline Heinen, l'une des leurs, a formé un puzzle éclairant sur ces années de militance. Pour mémoire, c'est en 1969 que la LMR est créée par des dissidents du Parti ouvrier populaire (POP) vaudois. Rapidement, le mouvement fonde un journal, *La Brèche*, s'étend au niveau national et adhère à la IV^e Internationale. Ses engagements vont de sa participation aux grèves ouvrières, à la solidarité avec les immigrés italiens, espagnols, portugais, son implication dans le mouvement féministe, ses actions contre la xénophobie et pour la diminution du temps de travail. Internationalistes, ses militants s'engagent contre le franquisme, le salazarisme, l'intervention militaire américaine au Vietnam et en solidarité avec les mouvements révolutionnaires latino-américains. En 1980, forte d'un millier de membres, la LMR est rebaptisée Parti socialiste ouvrier (PSO). Elle sera dissoute officiellement en 1989. Bon nombre de ses membres ont continué de militier dans des syndicats ou d'autres organisations et associations. Sociologue, Jacqueline Heinen a été membre du Comité central et du Bureau politique de la LMR, puis membre de la direction de la IV^e Internationale à Paris. C'est avec ses yeux pétillants et sa grande chaleur humaine qu'elle nous reçoit dans son nid genevois, entre deux voyages où elle continue à assumer des activités d'ordre académique en tant que professeure émérite de sociologie de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. ■

Quelques extraits de *1968... des années d'espoirs*

«Je suis venu au marxisme et à l'engagement social et politique qui ont marqué ma vie entière, grâce à un prêtre, un criminel (un révolutionnaire égaré) et tout le mouvement de 68.» (Vasco Pedrina)

«L'image de la LMR, évidemment imprégnée par mon passage chez les "maos spontex", était, au début celle d'une organisation fortement structurée, hiérarchisée, étudiante et intello, avec examen d'entrée, période probatoire et langage hermétique. Force me fut toutefois de reconnaître que seul le courant trotskiste avait su apporter une réponse qui tienne à la dégénérescence de l'Union soviétique.» (Daniel Stirz)

«Je ne croyais pas à une révolution immédiate en Suisse, mais j'étais imprégnée d'une sorte de roman-révolutionnaire lié à la figure de Che Guevara, à la résistance vietnamienne, aux événements de Prague qui semblaient montrer que même le bloc de l'Est bougeait. A mes yeux, c'était la planète qui était en train de changer et nous-mêmes en train de changer de mode de vie.» (Annick Mahaim)

«Je m'engageais pour contribuer à la construction d'un parti révolutionnaire à l'échelle mondiale, avec comme objectif l'auto-organisation des salariés, la possibilité d'une société humaine débarrassée de toutes les formes d'exploitation et d'oppression du capitalisme. Cet engagement donnait du sens à mon existence, alors que je vivais dans la gueule du monstre. C'était un engagement total. Et je ne comptais pas mon temps...» (Jean-Michel Dolivo)

«Notre appui sans faille à leur lutte nous a permis de gagner une forte crédibilité parmi les ouvriers et particulièrement auprès des immigrés italiens (...). Lorsque plus d'un millier de grévistes ont défilé devant le siège de Dubied au bord du lac de Neuchâtel en scandant: "Non à la paix du travail", nous étions persuadés que "les temps changent" comme dit la chanson de Bob Dylan.» (Pierre-Yves Oppikofer)

«Ce qui n'était le plus pénible, c'était de chercher des cabines parce que nos téléphones étaient surveillés. En hiver surtout, il fallait prendre beaucoup sur soi pour respecter les mesures préventives de sécurité. Dans mon cas, cela pesait d'autant plus que je participais à la lutte délicate au sein de l'armée et que j'avais été condamné par la justice militaire.» (Josef Lang)

«Le mot "famille" qu'à 20 ans j'abhorrais, ce sont mes enfants et petits-enfants qui lui ont apporté du sens. Ils sont une priorité pour moi; c'est pour eux et les générations à venir que je continue aujourd'hui encore à participer à l'activité associative et politique.» (Marianne Ebel)

Témoignages tirés de *1968... des années d'espoirs. Regards sur la Ligue marxiste révolutionnaire/Parti socialiste ouvrier*, Jacqueline Heinen... et 110 autres, Editions Antipodes, 2018.

QUESTIONS RÉPONSES

Comment est né ce livre?

Jacqueline Heinen: jusqu'ici les traces étaient ténues sur la LMR, hormis un mémoire du chercheur Benoît Challand, et plus encore sur le vécu des militants. L'idée de ce recueil de témoignages est venue de Jean-Michel Dolivo et d'Olivier Pavillon, deux anciens membres de la LMR, autour desquels s'est agrégé un petit groupe, dont Clive Loertscher, qui a entrepris de contacter les protagonistes. En tant que sociologue, je me suis retrouvée à compiler tous ces témoignages. Je ne pensais pas que ce travail allait être aussi complexe. Sur 600 personnes retrouvées, 110 ont répondu. Je ne m'attendais pas à autant de retours et, de surcroît, aussi riches et détaillés. Bien sûr, l'un des biais est que les très mécontents n'ont sûrement pas répondu. Reste que l'autocritique est présente, notamment sur le sectarisme et nombre d'orientations de l'organisation, ainsi que sur le comportement de certains dirigeants.

Ce qui ressort des nombreux témoignages, c'est qu'il existait un espoir fou de renverser le système...

Oui, même si beaucoup étaient dubitatifs quant à une possible révolution en Suisse, on y croyait pour le Chili, le Portugal, l'Espagne... Il y a eu beaucoup d'attentes et autant d'espoirs déçus. Mais on pouvait rêver. C'est ce rêve de renversement qui nous faisait nous engager énormément. C'était un espoir partagé de changement radical et global qui faisait qu'on se donnait corps et âme. L'écho de la LMR-PSO a été important, même si ses membres n'ont pas dépassé le millier dans les meilleurs moments, à quoi s'ajoutait une proportion plus ou moins équivalente de sympathisants.

Comment avez-vous vécu Mai 68?

J'avais 28 ans. Donc, pour ma part, j'étais adulte mais j'avais connu l'époque des écoles non mixtes, des filles interdites de pantalon et des mariages célébrés très jeunes. Les mouvements de rébellion qui sont nés durant les années 1960 et par la suite ont ouvert de nouvelles perspectives politiques. On ne peut donc pas réduire 1968 à une année, ou à une explosion sur le plan des mouvements uniquement. Ce moment a ouvert des changements progressifs avant et après, dans divers domaines, notamment celui des syndicats qui ont commencé à changer à cette époque. Jusque-là tout tournait autour de la paix du travail. Face au nationalisme et à la xénophobie ambiantes, les Italiens et les Espagnols ont engagé des batailles que les groupes d'extrême gauche, et notamment la LMR, ont appuyées. D'autres mouvements sont nés, ceux des antinucléaires, des comités de soldats ou des civilistes, le féminisme bien sûr...

Comment avez-vous vécu ces années de militance dans votre quotidien?

On passait beaucoup de temps à distribuer des tractants devant les usines, en pensant pouvoir recruter les ouvriers. Certains nous aimaient bien, mais ne nous ont pas rejoints pour autant... J'étais alors dramaturge au Théâtre de Vidy, dans une troupe où tout le monde avait le même salaire et qui créait des pièces jugées subversives. J'ai été ensuite enseignante au collège Calvin à Genève. La LMR m'ayant donné une grille de lecture du monde différente, j'étais critique de la hiérarchie et je portais une attention plus grande aux élèves défavorisés. Je me suis engagée au syndicat VPOD-SSP et dans

puis au niveau national. Avec des différences, puisque les Romands étaient un peu plus âgés, parfois déjà insérés professionnellement ou à l'université. Alors qu'en Suisse alémanique, les membres étaient plus jeunes et davantage marqués par le mouvement antinucléaire. La LMR ne formait donc pas un tout homogène, puisque chaque région avait ses références: la France, l'Allemagne ou l'Italie. Il y avait quelques hippies égarés dans ses rangs, mais pas vraiment d'espace pour cette expérience ni même pour l'anarchisme. Le caractère sérieux de la Ligue - le refus de l'usage de drogues notamment - pouvait rebuter plus d'un jeune ou d'un étudiant.

Les témoignages parlent notamment de sectarisme, quel était-il?

Il y avait de multiples groupes de gauche et d'extrême gauche à l'époque. Et tous avaient des difficultés à s'ouvrir aux autres. Chacun - les maoïstes, les spontanéistes, les POCH... - défendait son pré carré. Et je crains que cela n'ait guère changé aujourd'hui. Reste que la LMR est le seul groupe à s'être étendu à l'ensemble du pays.

Vous-même, pourquoi vous êtes-vous engagé à la LMR?

J'avais vécu dans les pays de l'Est pendant trois ans, sans rien comprendre à ce que j'avais sous les yeux, choquée de ne pas y trouver le type de société égalitaire que j'espérais, mais au contraire, l'autoritarisme du système bureaucratique, l'antisémitisme en Pologne, la surveillance policière et, surtout, la répression du Printemps de Prague. Je me suis mise à lire Lénine, Marx. Mais ce sont principalement les écrits de l'économiste Ernest Mandel sur cette partie de l'Europe qui m'ont éclairée. Du coup, j'ai lu Trotsky et la LMR m'a apporté des réponses dans le cadre de ses formations, notamment sur la marche du monde, la guerre du Vietnam, le traitement des travailleurs immigrés. J'ai appris à observer le fonctionnement des institutions aussi. Mandel a beaucoup contribué à notre formation sur le plan économique. C'était très riche, même s'il s'est beaucoup trompé dans ses pronostics sur les révoltes à venir et si les analyses de la IV^e Internationale étaient loin de prendre la mesure de l'évolution du monde industriel et du développement du tertiaire...

Un souvenir particulier qui vous vient de ces années de militance?

J'en ai beaucoup trop! Disons, peut-être le premier moment où les femmes se sont rassemblées spontanément entre elles. Cela a été le début de mon féminisme conscient. Un moment important a été aussi ma rencontre avec Jean Ziegler lors de la campagne électorale au Conseil d'Etat genevois en 1973 - j'étais la première femme, en Suisse, à présenter sa candidature à une instance politique exécutive. Il m'a ouvert les yeux sur notre sectarisme.

Aujourd'hui, comment voyez-vous le militartisme?

Je suis extrêmement pessimiste face au poids du libéralisme à tout va et des diverses formes de nationalisme à l'échelle



THIERRY PORCHER

Jacqueline Heinen, entre le vernissage du livre à la librairie Basta à Lausanne le 16 mai et sa participation au débat «1968: quels impacts en Suisse et en Europe de l'Est?» avec Zbigniew Marcin Kowalewski, rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde Diplomatique*, à la Fraternité.

LES PATRONS GENEVOIS DU NETTOYAGE REFUSENT LA TRANSPARENCE

Les syndicats Unia, Sit et Syna dénoncent l'attitude de la partie patronale de la commission paritaire du nettoyage qui bloque un processus visant à assainir les marchés publics

Manon Todesco

La situation est incompréhensible pour les syndicats. Alors que les collectivités publiques genevoises sont de plus en plus demandeuses de transparence sur les entreprises de nettoyage qu'elles contractent, la partie patronale refuse toute transmission d'information sur les entreprises contrôlées. Unia, le Sit et Syna ont convoqué les médias le 17 mai dernier devant l'aéroport de Genève pour dénoncer ces «graves dysfonctionnements» de la Commission paritaire professionnelle genevoise du nettoyage (CPPGN). Les choses étaient pourtant bien parties: les partenaires sociaux travaillaient ensemble depuis des mois sur l'émission de nouvelles attestations de conformité, plus complètes et plus transparentes, visant à transmettre l'historique des infractions des entreprises aux collectivités publiques. En effet, jusqu'ici, quand une entreprise violait la CCT du nettoyage, qui couvre toute la Romandie, il lui suffisait de payer son amende pour être «à jour avec ses obligations», selon l'attestation délivrée au donneur d'ordre public, sans autre précision. «Les nouvelles devaient mentionner notamment l'historique des amendes des entreprises sur une période de 12 ou 24 mois selon la gravité de l'infraction, ainsi que toute amende faisant l'objet d'une poursuite jusqu'au paiement de la somme due», précise Sylvain Tarré, secrétaire syndical au Sit. Les trois syndicats étaient très satisfaits de l'avancée des négociations. Alors qu'il ne manquait plus qu'à produire les nouvelles attestations, en avril dernier, les employeurs du nettoyage ont bloqué le processus. Sur la même ligne, ils refusent d'abolir les attestations actuelles et s'opposent également à toute



NEIL LABARDOR/ANP/2017
A plusieurs reprises, Unia a dénoncé des entreprises de nettoyage actives à l'aéroport et violent allégeamment les conditions de travail.

transmission d'information vers les marchés publics, y compris à Genève Aéroport, qui a lancé l'impulsion de ce projet en demandant plus de transparence sur les 19 entreprises de nettoyage qui œuvrent dans ses locaux. La partie patronale explique ce recul par la crainte de la concurrence déloyale, les entreprises non genevoises étant toujours bénéficiaires d'attestations ne mentionnant pas l'historique des infractions.

INTERVENTION DE L'ETAT

Les syndicats dénoncent la manière de faire. «Au lieu d'engager tout de suite des discussions au niveau romand, ils ont joué la montre pour nous faire perdre du temps», regrette Sylvain Tarré. C'est détestable comme attitude. Pour Camila Aros, secrétaire syndicale à Unia, le message véhiculé est clair. «En refusant ainsi de collaborer à l'assainissement des marchés publics, les patrons genevois sont complices des entreprises récidivistes. Les discussions au niveau romand, beaucoup plus lentes et beaucoup plus difficiles, vont mettre des années à aboutir.»

Quant à l'argument de concurrence romande, il n'est pas justifié, selon Joël Mugny, secrétaire coordinateur de Syna. «On parle de quelques heures de nettoyage par jour sur chaque site, cela n'a pas de sens de déplacer des nettoyeurs de Vevey à Genève.» Alors que d'autres commissions paritaires, comme le gros œuvre ou le second œuvre, collaborent étroitement avec les donneurs d'ordre publics, les patrons du nettoyage inscrivent un terrible auto-goal, selon les syndicats. «En effet, en refusant de lutter contre les moutons noirs du secteur, ils vont à l'encontre de leur prétdue grande préoccupation, à savoir redorer l'image d'une profession en prior à la sous-enchère et au travail au noir.» Face à l'intransigeance patronale, Unia, le Sit et Syna ont demandé au conseiller d'Etat Pierre Maudet de prendre les choses en main. Ce dernier, selon Unia, s'est engagé à convoquer rapidement les parties concernées. ■



1. Jacques Prod'hom et Jacqueline Heinen lors d'une manifestation à Genève.

2. Manifestation de soutien à Solidarnosc à Berne en 1981.

3. Affiche pour la défense des emplois chez Hermes Precisa, Yverdon et Sainte-Croix.

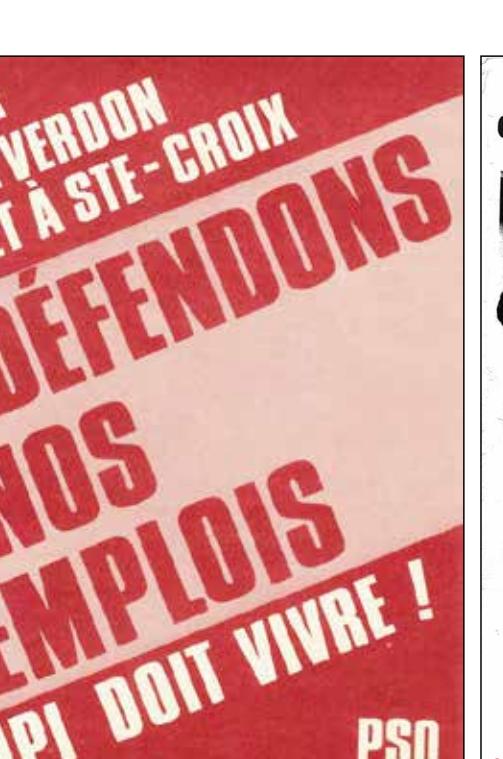
4. Affiche contre la xénophobie.

5. Théâtre de rue contre la guerre au Vietnam en 1972, à Bienné.

PHOTOS: ARCHIVES AEHMO



2



3



4



5

La CGAS juge «inacceptable» de lier PF17 à l'AVS

Les syndicats genevois refusent de coupler la réforme de la fiscalité des entreprises à celle des retraites

Jérôme Béguin

Les membres du bureau de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) ont réagi au quart de tour lorsqu'ils ont appris que la Commission de l'économie du Conseil des Etats avait imaginé de lier le Projet fiscal 17 (PF17) à la consolidation de l'AVS. «Inacceptable», ont martelé les responsables syndicaux genevois la semaine dernière au cours d'une conférence de presse où ils ont dit tout le mal qu'ils pensaient d'une idée saluée par le Parti socialiste suisse comme un «compromis acceptable». «En échange d'un cadeau de 2,1 milliards de francs aux entreprises qui réalisent déjà de substantiels bénéfices, la Confédération s'engagerait à appliquer le mandat constitutionnel sur l'AVS. C'est se moquer de la population», relève Paolo Gilardi. Pour ce syndicaliste du Syndicat des services publics, le renforcement de la participation de la Confédération au fonds AVS serait «minime», tandis que «l'augmentation des prélèvements obligatoires se traduirait de fait par une baisse du pouvoir d'achat des salariés». Une réduction du revenu disponible encore aggravée par le relèvement de la TVA, «l'impôt le plus antisocial, qui frappe le plus durement les salariés à bas revenu», pointe, de son côté, Davide de Filippo, cosecrétaire général du Sit. Sans



Les syndicats suisses, comme ici à Genève en janvier 2017, s'étaient mobilisés contre la 3^e Réforme de l'imposition des entreprises, qui revient aujourd'hui sous le nom de PF17.

compter que la diminution des recettes fiscales «conduirait à une dégradation des prestations fournies à la population par les Cantons et les communes», explique, pour sa part, Alessandro Pelizzari. Pour le secrétaire régional d'Unia Genève, il faut, au contraire, préserver le financement des services publics et stopper la concurrence fiscale intercantonale. C'est le but de l'initiative cantonale «Zéro perte» lancée il y a quelques mois par la gauche et les syndicats.

Cette position a été réaffirmée par une résolution votée par l'assemblée des délégués de la CGAS jeudi dernier. Le texte, où l'adjectif «inacceptable» revient à huit reprises, a été communiqué à l'assemblée des délégués de l'Union syndicale suisse qui se tenait le lendemain. «La CGAS a été à l'initiative du référendum contre Prévoyaient vieillesse 2020», rappelle Manuela Cattani, présidente de la CGAS. «Et depuis deux ans, nous avons travaillé de manière approfondie sur la réforme de la fiscalité des entreprises. Il est donc important de faire connaître notre position et de discuter avec l'USS.» Les délégués de l'USS n'ont toutefois pas suivi les Genevois. Selon le communiqué de la faîtière, ils considèrent que «renforcer les finances de l'AVS dans le cadre du Projet fiscal 17 est une bonne décision». L'USS ne se prononcera toutefois «qu'une fois que les dé-

cisions seront connues dans le détail». «La position de l'USS n'est pas vraiment la nôtre, observe Alessandro Pelizzari. La position d'Unia sera, elle, définie dans quelques jours par le comité central.» ■

ALESSANDRO PELIZZARI À LA TÊTE DE LA CGAS

Secrétaire régional d'Unia Genève, Alessandro Pelizzari a été nommé président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) jeudi dernier. Manuela Cattani du Syndicat interprofessionnel des travailleurs (Sit) a passé le témoin à son vice-président lors de l'assemblée des délégués de la faîtière des syndicats genevois. Pour coordonner les vingt composantes de la CGAS représentant 37 000 affiliés, Alessandro Pelizzari sera assisté de trois vice-présidents: Davide de Filippo, cosecrétaire général du Sit, Clément Dubois, secrétaire syndical à l'Association suisse des employés de banque (Aseb), et Joël Mugny, secrétaire responsable de Syna. ■ JB

BREVES

FRIBOURG: SUCCÈS DE LA GRÈVE À L'HÔPITAL

La mobilisation des salariés de l'Hôpital fribourgeois (HFR) et du Réseau fribourgeois de santé mentale a payé. Le débat prévu le 24 mai au Grand Conseil sur la sortie des employés de ces deux institutions de la Loi sur le personnel de l'Etat (LPers) a été reporté en septembre. Cette sortie de la LPers aurait notamment pour conséquence une baisse des salaires de 5 à 10%. Deux jours auparavant, le 22 mai, une «Journée d'actions et de grève» s'était déroulée à l'appel du Syndicat des services publics (SSP) sur tous les sites de l'HFR et dans le Réseau de santé mentale. Les différents rassemblements organisés de 11h30 à 12h30 ont regroupé 400 personnes. Entre 50 et 60 salariés de l'HFR se sont annoncés comme grévistes durant la journée. D'autres ont effectué une grève partielle, se relayant aux piquets déployés dans les services, et assurant les prises en charge des soins essentiels aux patients. Selon le SSP, tous les secteurs de l'HFR ont été touchés par le mouvement: intendance, service technique, bloc opératoire, cuisine, soins, maternité, etc. Un mouvement également bien suivi dans le Réseau de santé mentale, que ce soit à Marsens ou dans les antennes de Fribourg, Romont et Bulle. Une manifestation, soutenue par l'Union syndicale fribourgeoise et la population, a également eu lieu en soirée à Fribourg. ■ SH

FEMMES: ASSISES ROMANDES À LAUSANNE

Des assises romandes féministes – non mixtes – se dérouleront ce samedi 2 juin à Lausanne* pour discuter du thème «Vers une grève féministe en Suisse en 2019?». Les organisatrices, issues des rangs syndicaux et de partis de gauche, souhaitent discuter de cette perspective après que le Congrès des femmes de l'Union syndicale suisse ait décidé, en janvier dernier, d'appeler à une manifestation nationale le 22 septembre à Berne et à la poursuite de la mobilisation en 2019 par une grève des femmes.

Inspirées par les mobilisations internationales, de #Metoo à celles du 8 mars dernier, particulièrement la grève des femmes en Espagne, et par le renvoi en commission ce printemps de la révision de la Loi sur l'égalité, les organisatrices souhaitent lancer un processus de discussion en Suisse afin de définir tant l'organisation que les contenus d'une grève féministe dans notre pays. ■ L'ES

* Samedi 2 juin, de 11h à 16h, Centre socioculturel Pôle Sud, av. Jean-Jacques Mercier 3 à Lausanne.

CINÉMA: NON HO L'ETÀ

C'est l'histoire des premières vagues d'immigration italienne en Suisse, à une époque où «l'initiative Schwarzenbach» menaçait et les pancartes «chiens et Italiens interdits» étaient tolérées. C'est aussi l'histoire de la chanteuse Gigliola Cinquetti de San Remo, dont la chanson *Non ho l'età* (je n'ai pas l'âge) a rencontré un succès populaire auprès de millions de personnes. «En apparence innocente, cette chanson sur les amours adolescents s'est mue en un hymne secret pour la première génération d'Italiens ayant quitté leur pays pour la Suisse, transfigurant tout un pays grâce à de simples accords aujourd'hui éternels», peut-on lire sur le site du film documentaire du cinéaste tessinois Olmo Cerri. Celui-ci a filmé Carmela, don Gregorio, Gabriella et Lorella dont les aventures d'immigration font écho à celles de beaucoup de leurs compatriotes. Tous ont été portés par cette chanson mythique dont le film tire son nom *Non ho l'età*. Une plongée dans la mémoire de cette période si difficile mais si pleine de solidarité. A voir à partir du 3 juin lors de projections qui auront lieu en Suisse romande, en collaboration avec la Fédération des colonies libres italiennes en Suisse. ■ AA

Infos: www.nonholeta.ch/fr

Projections:

Delémont, Cinéma La Grange, 3 juin à 11h et à 17h, 9 juin à 18h, 22 juin à 20h30.
Sainte-Croix, Cinéma Royal, 3 juin à 18h.
Bex, Cinéma Grain d'Sel, 4 juin à 20h30.
Bévilard, Cinéma Palace, 5 juin à 20h et 11 juin à 20h.
Fribourg, Cinemotion, 6 juin à 20h30.
Lausanne, Cinéma Bellevaux, 7 juin à 20h30 et 21 juin à 20h30.
Genève, Cinélux, 12 juin à 20h30.

Du 13 au 19 juin, le documentaire sera également projeté au Zinema à Lausanne, au Cinéma Minimum à Neuchâtel et au Cinélux à Genève (horaires à confirmer).

AGENDA UNIA

LE LOCLE

GROUPES DES AÎNÉS

Voyage de 5 jours du 4 au 8 juin à Sainte-Maxime

Cette année un voyage organisé par la Maison Buchard nous emmènera à Sainte-Maxime. Dans le Golfe de St-Tropez sur les rives de la Méditerranée. Votre lieu de séjour: «Les Jardins de Sainte-Maxime 3». Cet établissement est à 3 minutes de la plage et à 15 minutes du centre ville. Des visites de sites variés sont prévus: St-Tropez, Port Grimaud, Les Gorges du Verdon, Borme les Mimosas.

Ce programme comprend: pension complète avec boissons, dîners du 1^{er} jour et du dernier jour.

Nous espérons une bonne participation de nos membres accompagnés de leurs amis et connaissances. Il va sans dire que les membres des sections Unia du canton sont cordialement invités à se joindre à nous.

Inscriptions au plus vite auprès de: Graziella Enghelen, Jambe-Ducommun 2, 2400 Le Locle. Tél.: 032 931 58 34. Mme Enghelen est à votre disposition pour vous faire parvenir les documents et renseignements complémentaires désirés. Le Président, Roland Vermot, Envers 39, 2400 Le Locle, tél.: 032 931 69 18 vous renseignera volontiers.

TRANSJURANE

GROUPES DES RETRAITÉS

Après-midi pétanque!

Le groupe des retraités d'Unia Transjurane organise un tournoi de pétanque qui se déroulera le: 8 juin à 13h30. A Delémont (sous le pont de la RDU). Inscriptions et renseignements auprès de Denis Berger au 032 422 79 42.

PROGRAMME D'ACTIVITÉS

21 juin: pique-nique au Chalet du Ski Club de Courteiry, org. Groupe Jura bernois.

21 juin: comité Romand à Lausanne,

org. Denis, Raffaele, Robert et Paulette. 16 août: dîner friture de sandre à 10h30 place 16 Mars, St-Imier, cabane des Pêcheurs à Frinvillier, org. Groupe Jura bernois.

5 septembre: comité des retraités à 14h au restaurant du Jura à Bassecourt, org. Région.

7 septembre: musée agricole – Amicale des vieilles traditions à Grandfontaine, org. Région.

20 septembre: restaurant la Cuisinière à 16h à Cortébert, org. groupe Jura bernois.

20 septembre: comité Romand à Lausanne, org. Denis, Raffaele, Robert et Paulette.

octobre: ass, encore à définir, org. Région.

18 octobre: encore à définir, Pont-de-Martel (NE), org. groupe Jura bernois.

14 novembre: Saint-Martin au restaurant de la Cigogne à Miécour, org. Ajoie.

15 novembre: assemblée du groupe et dîner à 11h, place du 16 Mars à Bocciodrome de Corgémont, org. Groupe Jura bernois.

21 novembre: comité et assemblée générale des retraités au restaurant du Jura à Bassecourt, org. Région.

VAUD

DÉCLARATION D'IMPÔTS 2017

Lausanne – Nyon – Vevey

Depuis cette année les secrétariats de Lausanne, Nyon et Vevey ne remplissent plus les déclarations d'impôts. Vous devez dorénavant vous rendre auprès des différents sites de l'Avio:

Lausanne: Avivo Lausanne, place Chauderon 3, 1^{er} sous-sol, de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30, tous les jours sauf le mercredi (sans rendez-vous). Dates: jusqu'au 29 juin.

Nyon: salle de la Bretèche, place du Château 8, de 8h à 11h30, sur rendez-vous 021 338 99 38. Dates: 31 mai, 14 juin.

Une participation variant entre 25 à 50 francs vous sera demandée. avivo.vaud@gmail.com

LA CÔTE

ADRESSE PROVISOIRE

En raison de travaux, nous vous informons que le secrétariat syndical de La Côte vous accueille provisoirement à l'adresse suivante: place Bel Air 6, 1260 Nyon.

Les numéros de téléphone et les horaires de permanences syndicales restent inchangés. Merci de votre compréhension.

LAUSANNE

SECRÉTARIAT

Nouvel horaire

Notre secrétariat de Lausanne est ouvert uniquement les après-midis (fermé les matins). Heures d'ouverture:

Lundi de 13h30 à 17h30.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h30.

Vendredi de 13h30 à 16h.

Les horaires du téléphone et des permanences ne changent pas.

NORD VAUDOIS

CAISSE DE CHÔMAGE

Nouvel horaire

Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30.

Mercredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

Permanence téléphonique:

même horaire, 024 424 95 97 ou 98.

GROUPE DES RETRAITÉS

Course annuelle à la Mer de Glace

La course annuelle du groupe aura lieu le jeudi 8 juin avec pour destination Chamonix et la Mer de Glace.

Départs: Estavayer, restoroute à 5h; Yverdon, gare routière à 5h25; Orbe, Montchoisi à 5h45.

RIVIERA – EST VAUDOIS

AIGLE

Syndicat et caisse de chômage:

Le secrétariat syndical et la caisse de chômage Unia d'Aigle vous accueillent dans ses nouveaux locaux au chemin de la Zima 2, 3^e étage.

Permanences syndicales:

Mardi et jeudi de 16h à 18h30.

1^{er} samedi du mois de 9h à 11h.

Guichet de la caisse de chômage:

Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30.

Mercredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

Permanences téléphoniques:

Lundi, mardi, jeudi de 9h à 11h30 et de 14h à 17h.

Mercredi et vendredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

LA «NESPRESSION» À L'ŒUVRE

Nespresso a refusé toute discussion avec Unia.

Négociées avec les représentants internes du personnel, les compensations au nouvel horaire prévu par la direction sont connues. Le 4 fois 8 sera imposé aux salariés dès janvier 2019



Sonya Merroud

Photos Thierry Porchet

Entre pressions et peur pour leur place, la contestation des employés de production de Nespresso à Avenches, Orbe et Romont (voir l'ES du 16 mai) s'est essoufflée. Pour mémoire, la restructuration se traduira par le passage de cinq à quatre équipes opérant en tournoi, avec une durée hebdomadaire allongée de 41 à

43 heures, la nécessité de travailler un week-end sur deux, 12 heures d'affilée ou encore, une fois par mois, une semaine de 58 heures. En échange, les collaborateurs recevront une prime unique de 2500 francs après 6 mois, s'ils tiennent jusque-là, et une augmentation du salaire de base de 1%, le tout dès la mise en œuvre du nouvel horaire prévu le 1^{er} janvier 2019. «Ce n'est que de la poudre aux yeux, relèvent Nicole Vassalli et Abdou Landry,

secrétaires syndicaux d'Unia, d'autant qu'il y aura aussi une hausse des cotisations LPP. Une majorité des travailleurs n'ont pas pu se prononcer sur ces pré-échéances compensations, ni sur le changement d'horaire.» En fin de semaine passée, la direction a néanmoins lancé une consultation, mais uniquement sur quatre modèles de tournus à quatre équipes. «C'est une votation prétexte. Des travailleurs nous ont dit qu'ils n'y participeraient pas, d'autres qu'ils bif-

feraient les quatre possibilités et indiquerait qu'ils sont opposés aux 4 fois 8. Mais la question restant ouverte est: qui s'occupera du dépouillement?» s'interrogent les syndicalistes, ajoutant que, fondamentalement, le problème ne porte pas sur les compensations mais bien sur la pénibilité d'une telle modification d'horaire.

Cette issue intervient après plusieurs assemblées du personnel organisées par Unia. Très fréquentées au début,

elles ont par la suite été évitées, les employés ayant subi de fortes pressions de la direction. Déjà à la mobilisation organisée devant le siège de Nestlé Nespresso SA le 15 mai dernier à Lausanne, seule une cinquantaine d'ouvriers étaient venus exprimer leur désapprobation et leur colère. Ils avaient alors dit clairement «non aux horaires de la mort!». Et témoigné sous couvert d'anonymat. ■

TÉMOIGNAGES

SERGE*, 47 ANS: «CE N'EST PAS UNE VIE»

«Les nouvelles conditions de travail que veut imposer la direction sont scandaleuses. On nous demande de bosser un week-end sur deux, 12 heures d'affilée, et plus de jours l'an», s'indigne Serge, employé de production depuis dix ans, qui dénonce la pénibilité d'un tel horaire et ses conséquences déplorables sur la vie de famille et la santé. Les compensations proposées par la direction sont jugées insignifiantes. Pour Serge, Nespresso veut pousser ses collaborateurs à la démission. «L'entreprise entend certainement réduire le personnel. Elle a racheté Starbucks, qui pèse 22 milliards contre 9 milliards pour Nespresso. J'ai peur qu'elle souhaite désormais surtout se concentrer sur cette nouvelle entité.» Le salarié est d'autant plus fâché que la société a les moyens de faire autrement. Et prône le bien-être au travail. «Comparé à d'autres multinationales, nos conditions sont loin d'être extraordinaires.» A l'engagement, les salaires, précise-t-il, s'élèvent entre 3900 et 4200 francs, avec un 13^e. Au terme de dix ans de service, ils peuvent atteindre 4800 francs net plus un bonus de 7000 francs sous réserve que les objectifs personnels soient remplis. «En clair, il n'y a aucune garantie de toucher ce bonus», note Serge qui prévoit de s'en aller si la direction maintient sa restructuration. «A 47 ans, ce n'est pas une vie», soupire cet homme qui aime pourtant son job... et le café Nespresso. «Pas de critiques à ce sujet. Il est quand même bon. Je ne peux pas dire le contraire.»

de travail de 41 à 43 heures hebdomadaires. «L'adaptation salariale envisagée représentera 4,50 francs de plus l'heure, pas davantage. Il n'y a pas de hausse», chiffre l'employé qui dénonce aussi les menaces de représailles faites par la direction pour ceux qui parlent au syndicat. «Elle est passée dans toutes les équipes pour les mettre en garde.» Selon Paco, les représentants du personnel qui négocient avec les responsables subissent également des pressions et ne sont pas armés pour ce genre de situation. «C'est comme demander à un boulanger de faire le service de sa voiture.» Si l'employé regrette la faible mobilisation, il l'explique par la peur. Et lui ne craint-il pas pour son poste? Paco hausse les épaules. Fataliste. Non sans encore ajouter qu'il aime son travail. «C'est intéressant. Si la direction ne fait pas marche arrière, j'essaierai de tenir le coup. A mon âge c'est compliqué de trouver un autre job.»

JACQUES*, 28 ANS: «ON NE LÂCHERA RIEN»
«Je ne signerai pas un nouveau contrat.» Jacques, 28 ans, actif depuis six ans à Nespresso est catégorique. S'il n'a pas d'enfants, il n'entend pas sacrifier sa vie sociale sur l'autel des nouveaux horaires. «Je vois déjà peu ma copine, mes frères et sœurs. Hors de question d'allonger encore le temps de travail et les week-ends. En plus, sans augmentation de salaire. Cette situation profite seulement à l'entreprise. Pour une société de cette envergure, ce comportement est inacceptable.» La compensation financière envisagée ne le convainc pas davantage. «D'abord les représentants du personnel ne nous en n'ont pas parlé. Et de toute façon, ça ne remplace pas.» Bien décidé à poursuivre la lutte, l'homme affirme que lui et ses collègues ne se «laisseront pas marcher dessus». Il fustige aussi les pressions de la direction pour qu'ils ne recourent



Une cinquantaine de salariés de différents sites de Nespresso s'étaient déplacés le 15 mai à Lausanne pour protester devant le siège de la société.

pas au syndicat. «On nous a dit que c'était méchant de ne plus vouloir traiter avec les représentants du personnel», ironise Jacques précisant qu'il y en a deux par équipe de 40 à 50 personnes. «Ils se rencontrent une à deux fois par mois et s'arrangent entre eux. Nous n'avons jamais de contacts directs. Ils nous informent par mail.» Jacques critique aussi l'attitude de chefs d'équipe. «Ils cherchent à décourager les employés qui s'adressent à Unia, les surveillent.» Pour Jacques, il ne fait aucun doute que la direction veut pousser les collaborateurs dehors. «J'ai entendu dire que la société chercher à économiser 600 millions de francs... Moi je suis encore jeune, je chercherai un autre travail mais j'espére quand même qu'elle reviendra en arrière. En tout cas, on ne lâchera rien.»

UN GROUPE DE FEMMES: «ON NOUS PREND POUR DES MACHINES»

Parlant d'une même voix, quatre employées expriment elles aussi leur tristesse et leur colère. «On nous prend pour des machines. On veut juste faire de l'argent sur notre dos», lance une mère de deux enfants de 12 et 16 ans. «On balaie notre vie privée. On n'a pas le droit de

donner notre point de vue. On nous impose un horaire qui ne nous convient pas.» Une autre, 60 ans, explique qu'elle a demandé de prendre une retraite anticipée. Sans succès. «Je peux accepter de poursuivre le travail ou, à mon âge, finir au chômage. J'ai le choix entre le cancer ou le sida.» Et les employées d'affirmer que Nespresso mise sur des démissions. «On nous dit que si on n'est pas contentes, la porte est là...» Les salariées craignent par ailleurs qu'il ne s'agisse là que de «la pointe de l'iceberg». «Nous avons peur, avec de nouveaux contrats, de perdre des avantages en termes de salaires, de pauses... Ils inscriront ce qu'ils veulent.» Le refus de la direction de discuter avec Unia ne les étonne pas. «Mais on ne baissera pas les bras. Il s'agit de nos familles.»

PIERRE*, 28 ANS: «J'AI MAL POUR LES COLLÈGUES»

«J'ai de la chance. J'ai démissionné avant les changements envisagés. J'ai trouvé un nouveau travail. Je suis là par solidarité.» Pierre a travaillé sept ans pour Nespresso et s'oriente aujourd'hui «dans le lait». «J'avais envie de sortir de ma zone de confort, d'apprendre autre chose et de rejoindre un structure plus petite»,

explique celui qui a toutefois beaucoup aimé son travail à la torréfaction du café, qualifié de varié avec des possibilités de formation, d'évolution. Sans pour autant ménager aujourd'hui ses critiques. «L'entreprise manque totalement de transparence. Les employés n'ont pas le temps de se retourner. Ils sont pris en otages. Moi, je n'aurais pas accepté ces nouveaux horaires. Beaucoup trop durs. Pas assez de repos», lance le jeune homme relevant les risques pour la santé et la sécurité. «Imaginez ceux qui rentrent chez eux après 12 heures d'activité, ils sont morts et ils ont encore souvent un long trajet à faire...» Pour Pierre - qui note qu'un horaire similaire antérieur avait entraîné le départ de 10% du personnel et 10% de personnes en arrêt maladie - Nespresso veut seulement économiser. «Choquante cette manière de faire... La société mise sur une croissance à deux chiffres sous la pression d'actionnaires américains de poids. C'est énorme! Impossible à réaliser.»

* Prénoms d'emprunt.

«LES PALESTINIENS SONT PLUS DÉTERMINÉS QUE JAMAIS»

Manon Todesco

La tension est à son paroxysme au Proche-Orient. 2018 est une année charnière: alors qu'Israël célèbre les 70 ans de sa création, les Palestiniens commémorent la Nakba («la catastrophe», en français), à savoir l'exil forcé de leurs terres. Une grande Marche du retour a débuté le 30 mars dernier, voyant des milliers de Palestiniens affluer à la frontière pour exiger le droit au retour des réfugiés. Avec pour seule arme des drapeaux, les manifestants ont pourtant été victimes de représailles des soldats israéliens. Le 14 mai dernier, jour du transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, 60 000 Palestiniens se sont mobilisés contre cette énième provocation pour demander la levée du blocus et la fin de l'injustice. Le bilan est dramatique du côté de Gaza: plus de 65 personnes ont été tuées et près de 2900 ont été blessées. Citoyen palestinien de Gaza, Ziad Medoukh est directeur du département de français à l'Université al-Aqsa et coordinateur du Centre de la Paix de Gaza. Il nous livre son expertise sur la situation actuelle. Interview.



QUESTIONS RÉPONSES

Comment en est-on arrivé là?

Plusieurs facteurs ont accéléré les événements dramatiques qui se sont déroulés le 14 mai dans la bande de Gaza. D'abord, la provocation américaine de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y transférer son ambassade. Ensuite, l'échec du processus de paix qui plonge au quotidien 2 millions de Palestiniens dans le désespoir et la détresse. Et enfin, la célébration des 70 ans de la Nakba qui nous rappelle que rien n'a bougé et que, au contraire, la colonisation illégale des terres palestiniennes et l'injustice se poursuivent.

Vous tenez à ce qu'on ne parle pas d'affrontements...

La Marche du retour est une initiative de la société civile, pacifique et non violente. Jusque-là, nous avions

l'image d'une résistance gazaouie violente, militaire et tenue par les instances politiques. Cette fois, on assiste à une large mobilisation populaire avec des jeunes, des anciens, des familles entières, des femmes et des personnes de tous les horizons politiques et sociaux. Des partis politiques ont essayé de récupérer ce mouvement, mais ils n'ont pas réussi. Chaque vendredi depuis le 30 mars, ce sont entre 10 000 et 20 000 Palestiniens qui marchent, uniquement munis de drapeaux aux couleurs de la Palestine, pour dire leur colère, exiger leur droit de retour et demander la levée du blocus. Le fait que les Palestiniens se mobilisent de manière pacifiste et sans couleur politique, ça dérange Israël.

A la suite des représailles d'Israël du 14 mai, certains pays ont renvoyé leurs ambassadeurs israéliens et des manifestations de soutien au peuple palestinien ont eu lieu. Est-ce suffisant?

Nous regrettons évidemment les réactions souvent trop timides de la communauté internationale. A cause du veto américain, les discussions au niveau de l'ONU sont bloquées et les autres Etats n'arrivent pas à obtenir la condamnation d'Israël pour ses crimes. Cela dit, le renforcement de la solidarité internationale avec les manifestations de soutien à travers le monde a remis du baume au cœur de la population gazaouie.

Peut-on parler d'essoufflement de la mobilisation?

Certes, le vendredi qui a suivi le massacre, il n'y avait que 5000 personnes qui marchaient le long de la frontière. Entre le début du Ramadan et la période de deuil, il y a eu un creux. Mais les manifestations vont se poursuivre et s'accélérer jusqu'au 5 juin, date de commémoration de la guerre des Six-

Jours qui a ouvert la voie à l'occupation de la bande de Gaza et de la Cisjordanie par Israël.

Comment voyez-vous l'avenir à court terme?

Le point noir est la division inter-palestinienne. Aujourd'hui, il y a deux gouvernements, un à Gaza aux mains du Hamas et un en Cisjordanie administré par l'Autorité palestinienne. Le problème, c'est qu'il n'y a aucune coordination pour mener une offensive diplomatique visant à demander la levée du blocus et la condamnation des exactions commises. Face à cette nouvelle provocation, les deux pouvoirs doivent unifier leurs efforts pour obtenir une amélioration des conditions de vie des Palestiniens.

Quel est l'état d'esprit aujourd'hui de la population palestinienne?

Face à ce bilan très lourd, 65 morts et 2900 blessés juste le 14 mai, plusieurs sentiments se mêlent. La colère et l'indignation après ce nouveau massacre, la déception face à l'immobilisme de la communauté internationale et la peur d'une nouvelle offensive liée à l'impunité dont jouit Israël. Mais cette forte mobilisation populaire de la Marche du retour est aussi positive, et je pense que nous devrons développer davantage d'actions non violentes pour afficher nos revendications et affronter les agressions israéliennes. Je dirais enfin que les Palestiniens sont plus déterminés que jamais, ils ont l'envie de vivre et gardent l'espérance de lendemains meilleurs. ■

Ziad Medoukh, directeur du département de français à l'Université al-Aqsa de Gaza, analyse les événements récents du conflit israélo-palestinien

La Marche des Palestiniens pour le droit de retour sur leurs terres se poursuit, malgré le massacre du 14 mai dernier. Les femmes, comme les familles, sont très impliquées dans le mouvement. Ici, l'une d'elles en tenue traditionnelle protestant vendredi passé le long de la frontière entre Israël et Gaza, à l'est de Khan Yunis.

UNE PRISON À CIEL OUVERT

Israël aurait utilisé des armes pourtant interdites?

La bande de Gaza subit généralement des agressions par bombardements. Depuis le début de la Marche du retour, les soldats israéliens ont tiré à balles réelles avec des balles dites explosives, interdites en cas de conflits armés, qui ont fait d'énormes dégâts corporels. Des nouveaux gaz lacrymogènes ont également été employés, plongeant certaines victimes dans l'inconscience et dans une grande difficulté respiratoire. Beaucoup de vies n'ont pas pu être sauvées.

Quelle est la situation des hôpitaux sur place?

Ils sont débordés. Chaque vendredi, il y a entre 2000 et 3000 blessés qui arrivent, dont des cas très graves. Les autorités égyptiennes ont ouvert le passage de Rafah pour permettre le transfert des blessés dans les hôpitaux jordaniens et égyptiens. Mais beaucoup ont succombé à leurs blessures à cause des pénuries de médicaments, des pannes d'électricité ou encore des équipements vétustes liés au blocus israélien.

Le blocus, au quotidien, c'est quoi?

Avant 2007, environ 900 camions entraient dans la bande de Gaza. Aujourd'hui, il n'y en a plus que 100, voire 150. Avant, on pouvait trouver environ 1000 références de produits, aujourd'hui, plus que 150 pour 2 millions d'habitants. Et sur n'importe quel prétexte décidé par Israël, les passages sont fermés. En plus des pénuries alimentaires et de médicaments, on manque d'électricité et nous subissons les restrictions de carburants. Les territoires occupés par Israël sont interdits aux Palestiniens. Le blocus touche toute la vie économique et sociale des Gazaouis. Le chômage a explosé et les jeunes n'ont pas de perspective d'avenir. La bande de Gaza est une prison à ciel ouvert. Pour ma part, cela fait deux ans que je ne suis pas sorti du territoire. J'ai reçu plusieurs invitations pour participer à des conférences et des colloques en Europe mais je suis contraint de les faire via Skype. Et quand on arrive à partir, ce sont des voyages de souffrance: il nous faut deux jours rien que pour aller en France en transitant par l'Egypte. La seule solution pour améliorer la situation des gens est la levée du blocus. ■

EXPOSITION SUR LA NAKBA À LAUSANNE

Le Collectif Urgence Palestine-Vaud organise une exposition sur la Nakba jusqu'au samedi 2 juin, aux Arches du Grand-Pont à Lausanne. *Nakba (La Catastrophe), 1948 - 2018: 70 ans de dépossession et d'expulsion en Palestine... Un processus qui se poursuit!* Ouverte tous les jours: du lundi au vendredi de 12h à 18h30, le samedi de 10h à 18h30. Entrée libre.

NEIL LABRADOR

Ziad Medoukh avait témoigné de la situation en Palestine dans nos colonnes en 2016. Depuis Gaza, il explique la large mobilisation et les revendications des Palestiniens et des habitants de la bande de Gaza, étouffés par un blocus meurtrier.